

D'Algérie où il a été
emmené de force
Pierre GUYOT
renouvelle
au Président
de la République
son refus de faire
la guerre au
peuple algérien
(Voir page 6)

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
REDACTEUR EN CHEF (1928-37) :
DIRECTEUR (1918-1958) :
VAILLANT-COUTURIER
MARCEL CACHIN

DIRECTEUR : ETIENNE FAJON

JEUDI 25 SEPTEMBRE 1958

6, boulevard Poissonnière - PARIS-9^e

Tél. : PRO 15-01
et la suite

268^e jour de l'année
Nlle série - n° 4373

Abonnements : 1 an, 5.000 ; 6 mois, 2.700 ;
3 mois, 1.450 — C.O.P. Paris 24-18

PRIX : 20 FR.

Corse 20 ; Belgique 3,50 ; Suisse 0,40
Algérie, Tunisie, Maroc 25 ; Italie 60 lire

APRES LA DEROUTE DES NERVIS DE CHEZ SIMCA

LA PREUVE EST FAITE de la collusion Police - Direction SIMCA - Gouvernement

La presse du matin a suivi la consigne qu'avaient si bien respectée radio, télévision et journaux du soir. La thèse commune de la police, de la direction SIMCA et du gouvernement (Soustelle l'a évoquée dans son discours du Cercle Républicain) a été fidèlement reprise par chacun d'eux, à sa manière. Le ton était plus ou moins « objectif », les détails plus ou moins croustillants, selon la clientèle de chacun. Le fond était le même : un « commando » communiste avait attaqué de paisibles ouvriers se rendant à leur travail, « on » avait tiré... mais qui ? Aucun ne trouvait étrange que les seuls blessés par balles soient précisément les travailleurs venus distribuer des tracts appelant à voter NON à l'entrée de l'usine.



Cette balle a été extraite de la jambe de DARRIET, ouvrier parisien, blessé par les nervis de Pigozzi.

On comprend fort bien que les amis de de Gaulle aient été fort mécontents de la puissante riposte des républicains de Nanterre mettant en déroute les nervis de chez Simca. Mais on avait rarement lu un tel ramassis de mensonges sur des faits qui se sont passés aux portes mêmes de Paris, devant des centaines et des centaines de témoins.

Les ouvriers de la région parisienne, ceux de la province ne s'y sont pas trompés. Ils savent, eux, quel est le climat qui règne chez Simca. Ils connaissent depuis longtemps l'existence de la bande de nervis qui tentent d'empêcher, par la violence, l'exercice des libertés syndicales les plus élémentaires. Ils savent qu'il y a eu agression. Il applaudissent à la riposte victorieuse. Ils savent aussi qui a tiré, même si tous les journaux « dirigés » écrivent hypocritement que « les enquêteurs de la police judiciaire s'efforcent de savoir qui a tiré des coups de feu à la fin de la bagarre », comme si ces enquêteurs n'étaient pas fixés, depuis le premier instant, sur l'origine des balles !

A Nanterre même un puissant mouvement de solidarité se développe. Des listes de souscription en faveur des blessés se remplissent. On cite le cas de trois femmes qui, en quelques heures ont collecté ainsi 18.000 francs dans deux bâtiments de la cité MRL Marcelin-Berthelot.

Quelques journaux d'hier soir ont cependant compris que le mensonge était vraiment trop gros. « Le Monde » qui, la veille, avait purement et simplement repris le communiqué de la très gaulliste Agence France-Presse, titrait : « Versions contradictoires sur l'origine et le déroulement de la bagarre aux usines... »

GRÈVE AU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LES 1^{er} ET 2 OCTOBRE

Les personnels techniques et administratifs du C.N.R.S. ont décidé de faire grève les 1^{er} et 2 octobre.

Auparavant, des délégations se rendront auprès des pouvoirs publics pour rappeler les revendications de ces personnels. (Page 7.)



JEAN-PIERRE GUILLOU

le mousse de l'« Ile-de-France »
ENCORE A L'HONNEUR



NON, FRANCHEMENT NON

à la Constitution gaulliste

78 nouveaux appels dans les entreprises parisiennes



- Jugement défavorable des syndicalistes chrétiens :
- De la Fédération des Cuirs et Peaux ;
- Du syndicat national des centres publics d'apprentissage ;
- Des Unions départementales du Maine-et-Loire et d'Ille-et-Vilaine.
- Les syndicats C.F.T.C. de Roussilon (Isère) et les sections des usines Thomson-Houston de Gennevilliers, Asnières, Bagneux :
- NON LE 28 SEPTEMBRE
- Des élus — dont plusieurs socialistes — des Ardennes, de la Vienne,

LA REVUE

“Cahiers Reconstruction”

AUTOUR DE LAQUELLE SE REGROUPENT
LES MINORITAIRES DE LA C.F.T.C.

s'oppose avec vigueur
au plébiscite

La grande peur de M. Soustelle

Le discours prononcé hier par M. Soustelle a au moins un voqué un sentiment de malaise jusque dans certains milieux favo-

une parfaite clarté quel serait le sort promis à notre pays en cas de victoire gaulliste.

Notons tout d'abord que le d'au-phin de M. de Gaulle parlait devant un parterre choisi : on y remarquait notamment le ministre de l'Intérieur et plusieurs représentants éminents du « système » dont MM. Joseph Laniel et André Morice. Admirable symbole de cette République vertueuse, rénovée, à la fois « dure et pure » que nous promettement les augures de la propagande gaulliste.

Evoquant le problème algérien, M. Soustelle a exposé la position gouvernementale dans des termes qui ne laissent place à aucune équivoque. « Il n'est pas, a-t-il déclaré, d'illusion plus dangereuse que de chercher à négocier. » Autrement dit, il faut continuer jusqu'au dernier quart d'heure (qui sera long, a reconnu de Gaulle à Rennes) une guerre sanglante et plus que jamais sans issue. L'argument n'est guère nouveau mais il porte un coup sévère à ceux qui, malgré l'évidence, feignent de prêter au général-président des intentions « libérales » en ce qui concerne l'Algérie.

M. SOUSTELLE, une fois de plus, s'en est pris aux communistes avec une violence qui nous honore, car elle est une manière d'hommage rendu par le vice à la vertu, et il a laissé entendre que des mesures seraient prises dans ce domaine aussitôt après le référendum. Nous ne doutons pas que la mise hors la loi du Parti Communiste soit l'un des rêves caressés par les représentants du fascisme français, fidèles en l'occurrence aux traditions inaugurées ailleurs par Mussolini et Hitler. Mais M. Soustelle ne doit pas ignorer de son côté qu'une opération de ce genre contre un parti fort de la confiance de six millions de Français ne serait pas de tout repos. C'est le moins que l'on puisse dire. Tous les démocrates en tout cas verront dans ces menaces une raison nouvelle d'être vigilants : car ils savent bien que des mesures contre le Parti Communiste seraient le prélude à l'offensive généralisée contre tous les adversaires de la dictature.

ON ne sera pas étonné de retrouver dans la bouche de Soustelle les « arguments » qui servent à alimenter la campagne menée depuis des mois contre le parti de la classe ouvrière par la presse des grands patrons milliardaires, L'Aurore de M. Bousiac se disputant confraternellement la palme avec Le Figaro de M. Prouvost.

A en croire le ministre de la Propagande de M. de Gaulle, l'Etat ne serait pas en mesure d'égaliser les moyens déployés par les adversaires du référendum. M. Soustelle, qui prend manifestement les Français pour des imbéciles, voudrait sans doute faire oublier la formidable campagne plébiscitaire qu'il a orchestrée notamment à la radio, à la télévision et dans la grande presse. Mais il y arrivera difficilement, car cette campagne s'est montrée si scandaleusement envahissante qu'elle a pro-

M. Soustelle, qui a gardé de son passage au B.C.R.A. le goût de la provocation policière, n'a pas hésité à reprendre la calomnie sur la « collusion entre le F.L.N. et le Parti communiste ». Il veut assez curieusement en trouver une illustration nouvelle dans les incidents d'avant-hier aux usines Simca, où des nervis du R.P.F. ont blessé par balles des ouvriers distribuant des tracts hostiles à la Constitution devant l'usine !

Enfin le chef de la propagande gaulliste agite le spectre du Front populaire et de l'instauration du socialisme en cas de victoire du NON. L'argument n'est guère adapté aux circonstances, car le choix réel qui se pose aujourd'hui devant notre pays, et M. Soustelle mieux que quiconque le sait fort bien, est entre la démocratie et la dictature.

CES attaques haineuses et ces calomnies contre les communistes ont pour but manifeste d'effrayer et de troubler une partie des républicains et de les détourner du combat pour le non. Mais leur outrage même pourrait bien en définitive aboutir à un résultat opposé.

Elles prouvent en tout cas la grande peur de M. Soustelle devant l'audience que rencontre dans le pays la politique de notre Parti, son appréhension devant le regroupement des républicains qui s'opère face à la menace fasciste, et qui ne manquera pas de s'accélérer dans un proche avenir.

René ANDRIEU.



Je ne suis pas gaulliste par sentiment. J'étais pélagien, tout le monde le sait. Mais je joue la carte du général de Gaulle et j'espère ne pas être déçu. C'est sur des renseignements précis qui m'ont été fournis en mai dernier par Soustelle sur les intentions de de Gaulle en Algérie que j'ai lancé un appel au général.
(Interview d'Alain de Sérigny recueillie par Le Monde.)



L'affiche n'est pas seulement dans la rue. Elle est à l'usine où se mène une ardente campagne pour le « NON ». Aux forges de la Régie Renault, à Billancourt, les énormes machines sont autant de panneaux.

« France-soir » sait être « serviable »

Un journal abondamment illustré est actuellement adressé gratuitement à des millions de Français. Il a pour titre « France-Référendum ». ... Oui - Oui - Oui - Oui : ses pages, y compris son « conte inédit », sont pleines de la réponse que veut de Gaulle.

Dans quelles poches sont prises les sommes nécessaires à son édition et à son envoi ? Mais dans celles des contribuables, parbleu.

Tiens, une remarque : les abonnés de « France-soir » ont reçu « France-Référendum ». Ce qui suppose que « France-soir » a mis à la disposition de la publication soustelliennne son fichier d'abonnés.

Au moins ne peut-on pas lui reprocher de cacher de quel côté penche son cœur...

Après la volte-face de Senghor et Lamine-Gueye

Un nouveau parti pour le "NON" est formé au Sénégal

L'ATTITUDE de Senghor et de Lamine Gueye qui, après avoir approuvé les décisions du congrès de Cotonou, ont réussi à entraîner la majorité du comité exécutif du P.R.A. derrière de Gaulle, vient de provoquer la scission dans ce parti. Les trois ministres qui avaient démissionné lundi ont décidé, avec d'autres personnalités de former un nouveau parti : le P.R.A. Sénégal qui mènera campagne pour le « non ». Ce nouveau parti, qui est d'ores et déjà certain d'être soutenu par la population sénégalaise dont on se souvient l'accueil à de Gaulle, compte parmi ses fondateurs les trois ministres démis-

sionnaires : Latyr Camara, ministre de la Fonction publique, Moktar M'bow, ministre de l'Education, Diouf Diaraf, ministre de la Production ; ancien ministre Abdoulaye Ly, et diverses autres personnalités, dont Assane Seck, conseiller territorial, Ali Bocar Kane, président du Conseil de la jeunesse d'Afrique, Abdoulaye Guèye, secrétaire général adjoint de l'U.P.S., Bâ Thierno, conseiller municipal de Dakar.

Le P.R.A.-Sénégal a décidé « de rester inconditionnellement fidèle aux positions révolutionnaires du congrès de Cotonou » et de lutter : 1) pour l'indépendance immédiate ; 2) pour la création d'une nation fédérale africaine indépendante et socialiste ; 3) pour la création ultérieure d'une confédération multinationale de peuples libres.

Le colonel TRINQUIER à « Associated Press » :

« Donnez-moi cent égorgeurs et je terroriserai Paris... Dites que je suis un fasciste »

(VOIR EN PAGE 3.)

de la Lozère :
— Les minoritaires socialistes de l'Ain ;
— Le secrétariat de la Fédération radicale du Lot-et-Garonne et le Bureau de la Fédération de la Seine :

Votez NON

2.000 personnes à Lannion (C.-du-N) avec Marcel Hamon et Tanguy-Prigent qui déclare : « Le devoir de tous les républicains est de s'entendre pour l'aider ». (Voir nos informations en pages 4, 5 et c)

Simca, et publiât des extraits de la déclaration de notre camarade Raymond Barbet, maire de Nanterre.

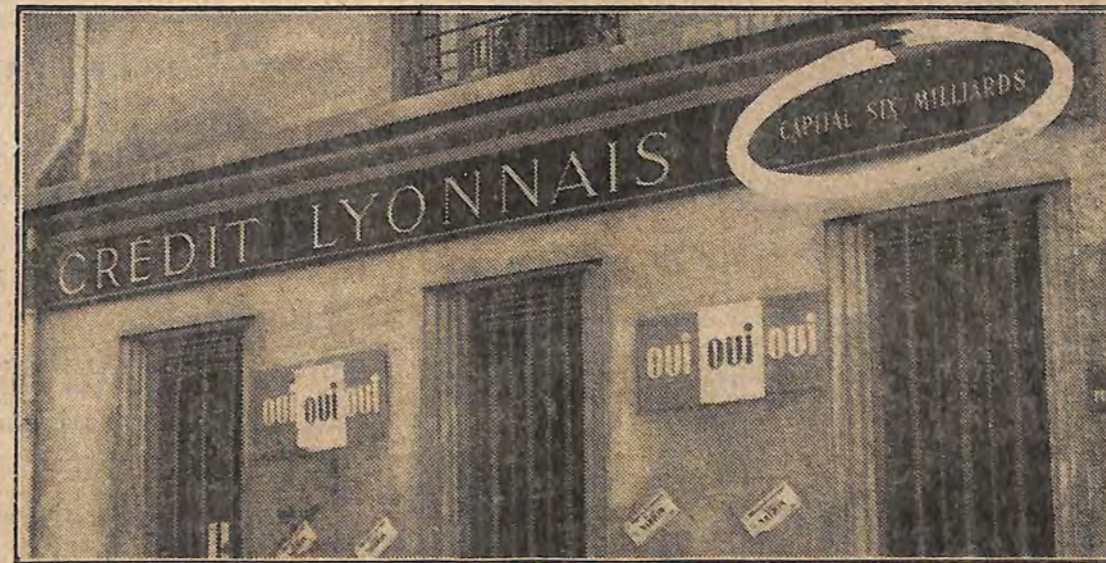
Raymond LAVIGNE.
(SUITE PAGE 6.)

La C.G.T. :

Quand l'Etat viole ou ne garantit pas les droits des citoyens

LE DEVOIR DE LA CLASSE OUVRIERE EST D'ORGANISER SA PROPRE DEFENSE

(Voir en page 6)



Six milliards qui voteront OUI

FAISONS LE POINT

AVEC le Parti Communiste, debout dès la première heure pour appeler le peuple à rejeter la Constitution bonapartiste de de Gaulle, un tiers des délégués du Congrès national du parti socialiste et près de la moitié des délégués du Congrès radical, l'Union des Forces Démocratiques et le Comité directeur de l'U.D.S.R. se sont prononcés pour le NON au plébiscite du 28 septembre.

La C.G.T., le Syndicat National des Instituteurs, la Fédération de l'Education Nationale (autonome), la C.F.T.C. et nombre de ses fédérations nationales (cheminots, métallurgie, industries chimiques, etc.), d'importants militants de F.O. ont soit appelé à voter NON, soit, à tout le moins, condamné le projet de Constitution.

Dans les campagnes, de nom-

breux maires, dirigeants d'organisations paysannes, de coopératives, ont pris une position identique.

Toutes les forces démocratiques engagées dans la lutte, ont



démontré que le NON avait un contenu positif et qu'il ouvrait la voie à une démocratie rénovée, à une politique de progrès social et de paix, à une politique mettant fin à la guerre d'Algérie.

C'est ainsi que le Comité Central de notre Parti, déjà lors de

Une nouvelle fois, le jeune mousse Jean-Pierre Guillou (notre cliché) va être à l'honneur. Il va recevoir la médaille de bronze de sauvetage pour un exploit réalisé le 13 février dernier, dans le port du Havre. Ce jour-là, trois enfants qui avaient pris place dans une périssoire, étaient tombés à la mer. Le jeune homme passait à ce moment et, après avoir plongé, il ramenait sur la berge les trois imprudents. On se souvient que Jean-Pierre Guillou, âgé à l'époque de 17 ans et demi, s'était déjà fait remarquer lors du sauvetage des rescapés de l'« Andréa-Doria » par le paquebot « Ile-de-France ».



(SUITE PAGE 5.)